

Les comptes publics français en 2016

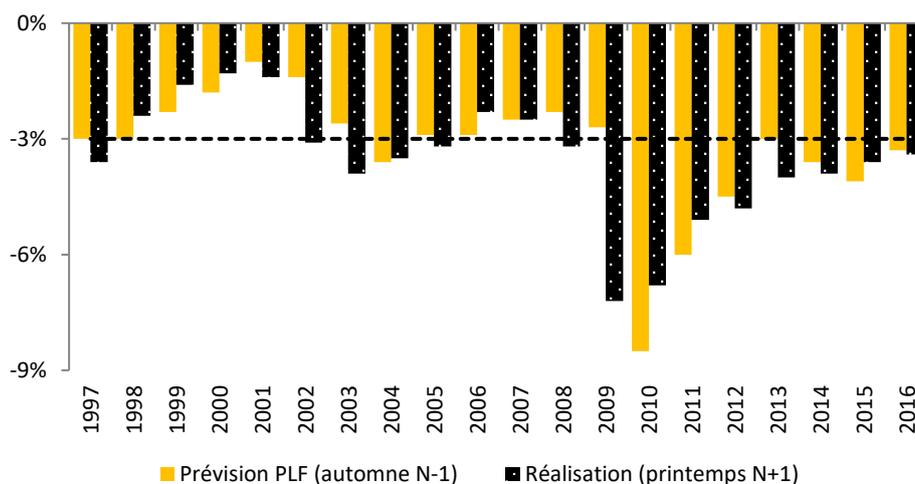
Vendredi 24 mars 2017

Le présent flash revient sur les résultats du solde public de la France en 2016 et propose un éclairage sur l'évolution de la dépense publique au cours des deux dernières décennies.

1. - 3,4 % du PIB : un déficit en réduction pour la 7^e année consécutive

En 2016, les administrations publiques (Etat, sécurité sociale, collectivités locales) ont connu un **déficit de 75,9Md€, soit 3,4 % du PIB¹**, contre 3,6 % en 2015. Cette réduction du déficit repose une progression plus rapide des **recettes publiques** (+ 1,4 %) par rapport à celle des **dépenses** (+ 1,1 %). La croissance économique (+ 1,1 %) a soutenu les premières, même si les prélèvements (PO) ont augmenté moins vite que le PIB, d'où une **baisse du taux de PO** (de 44,4 % à 44,3 %). En dépenses, la décélération par rapport à 2015 (+ 1,4 %) s'appuie sur une modération des dépenses de **fonctionnement** (+ 0,7 % contre + 1,2 %) et une nouvelle baisse des **intérêts** versés (- 5,1 %, après - 4,5 %), en lien avec la diminution des taux. Par administration, l'amélioration est principalement imputable aux **collectivités locales** (qui ont cependant réduit, à nouveau, leurs dépenses d'investissement) et, dans une moindre mesure, à la sécurité sociale tandis que l'Etat a vu son solde se dégrader. Après 95,6 % du PIB en 2015, la **dette publique** a atteint 96 % fin 2016.

Solde public, en % du PIB



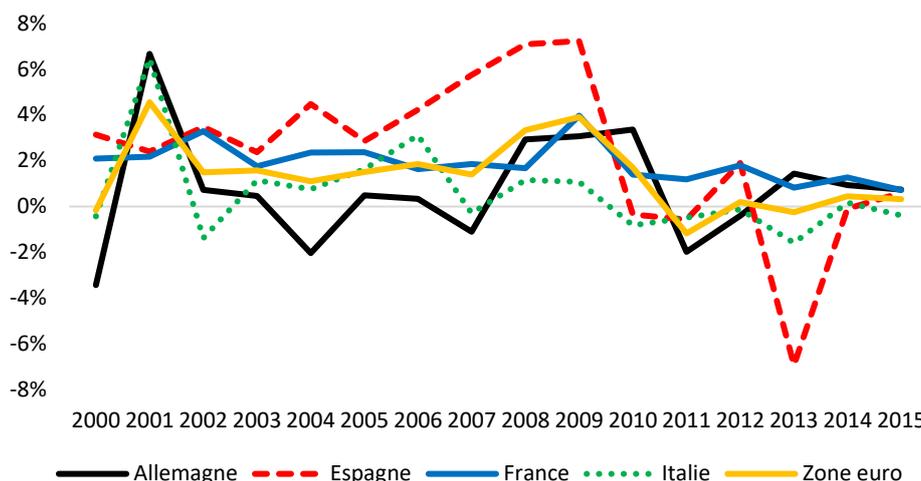
Source : Afep à partir d'INSEE et des PLF 1997 à 2016.

2. Zoom sur la dépense publique (I) : une comparaison européenne

Dans le débat politique, la question de la dépense publique est souvent abordée par le biais du ratio dépense/PIB, ce qui fait ressortir les différences de **choix de société**, même si l'Europe demeure une zone où la prise en charge publique est importante par rapport à d'autres pays avancés (Canada, Etats-Unis, Japon). Si elle est plus technique, l'évolution de la **dépense en volume** (i.e. en corrigeant de l'effet-prix) permet de mesurer les dynamiques. Depuis 1999, deux enseignements peuvent être tirés au niveau des principaux **pays de la zone €** : i) en amont de la Grande récession, une hausse de la **dépense** publique en ligne avec la **croissance du PIB**, à l'exception notable de l'Allemagne, où cette dernière a été plus dynamique ; ii) une inflexion avec la crise, particulièrement marquée au **Sud de l'Europe**, où la dépense recule depuis 2010, tandis que **l'Allemagne** poursuit une tendance de croissance modérée. En comparaison, la **dépense française** décélère bien mais reste positive (+ 1,2 % par an entre 2010 et 2015, soit un point de plus que la zone €). Il est à noter que la France est le **seul pays** où la dépense publique n'a **jamais reculé** au cours des 15 dernières années, que ce soit en valeur ou en volume.

¹ Comptes nationaux des administrations publiques, année 2016, Informations rapides du 24 mars 2017, INSEE. Les données et les ratios sont susceptibles d'être modifiés à l'occasion de la publication du compte de la Nation le 30 mai prochain.

Evolution de la dépense publique en volume

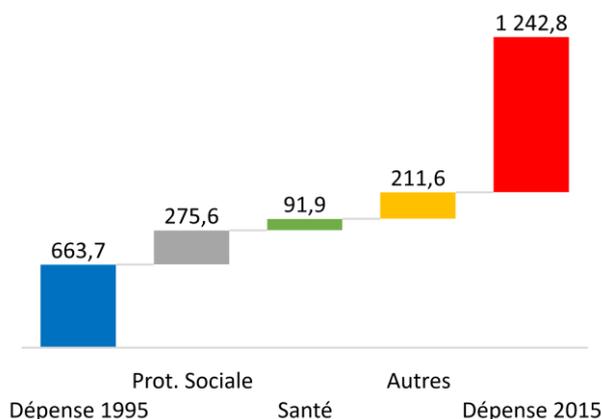


Source : calculs Afep à partir d'Eurostat. Le déflateur du PIB est utilisé pour le calcul du volume.

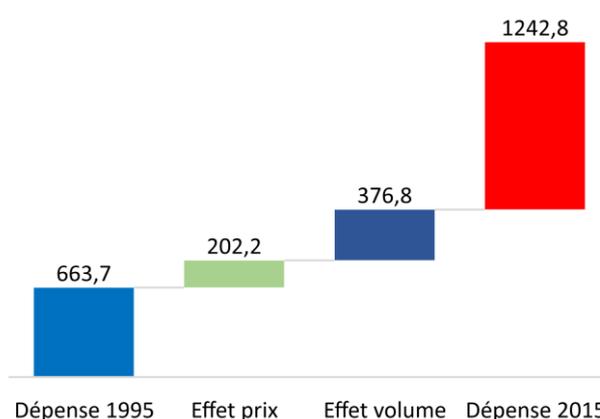
3. Zoom sur la dépense publique (II) : le rôle majeur des retraites en France

Depuis 20 ans, la **dépense** publique a quasiment **doublé** en valeur, passant de **660Md€** en 1995 à **1 240Md€** en 2015. La **protection sociale** explique près de la **moitié** de la hausse (63 % si l'on inclut la santé) et, au sein de ce poste, les **retraites** représentent, seules, **31 %** du total. En corrigeant de l'effet-prix (30 %, soit 200Md€), la dépense aurait augmenté de 377Md€ en volume, dont 135Md€ au titre des retraites. Deux facteurs permettent d'expliquer ceci : i) un « effet-masse », avec l'arrivée à l'âge de la retraite des générations du « **baby-boom** » (hausse de 53 % du nombre de retraités au régime général au cours de la période) ; ii) un effet de « **norja** » résultant de l'amélioration des carrières (élévation du niveau de qualification, hausse des salaires, progression de l'emploi féminin...).

Croissance de la dépense publique 1995-2015 : contributions, en Md€



Croissance de la dépense publique 1995-2015 : effets prix et volume, en Md€



Source : calculs Afep à partir d'INSEE.

En baisse pour la septième année consécutive, le déficit public de la France se rapproche progressivement du niveau permettant de stabiliser l'endettement. Plutôt qu'à l'interrompre, cette évolution est un encouragement à poursuivre la consolidation budgétaire, qui reste indispensable pour l'équité intergénérationnelle et la restauration des marges de manœuvre de l'action publique. En effet, les dépenses futures seront contraintes par des évolutions démographiques qui vont s'amplifier au cours des années à venir. Elles ont déjà produit un impact considérable au cours des deux dernières décennies en stimulant les dépenses de protection sociale, à l'origine de près des deux tiers de la croissance de la dépense publique sur la période. Construire une trajectoire budgétaire n'est donc pas un exercice technique mais bien politique au sens de l'affirmation de priorités et d'une méthode pour y parvenir.